

ANNÉE 1824.

JEUDI 5 Août.

Waltz

nsberg h.

EXTÉRIEUR.

AMÉRIQUE MÉRIDIONALE.

Buenos-Ayres, le 18 mai. — L'Argus du 12 de ce mois contient la relation de la réception du nouveau directeur, don Gregorio de las Heras, dans le sein de l'assemblée législative, où ce premier magistrat a prêté serment de remplir les devoirs de sa place, de faire fidèlement exécuter les lois, et de maintenir l'indépendance de l'état et ses libertés, sous le système républicain fédéral; après quoi il a été solennellement installé. Les agens diplomatiques ont été ensuite présentés; savoir: M. Rodney, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis, son secrétaire et un consul; M. Funes, chargé d'affaires de Colombie; M. Parish, consul-général de S. M. Britannique, et deux vice-consuls.

Nos journaux contiennent le message du pouvoir exécutif, adressé à l'assemblée législative ou chambre des représentans. On y remarque le passage suivant:

Le gouvernement s'était flatté que la voix de la raison aurait conduit à la ratification de la convention du 4 juillet, signée par les commissaires de S. M. C., et à l'établissement d'une paix durable; mais la politique qui domine à Madrid depuis le renversement de la constitution espagnole, et les mesures hostiles qui ont été renouvelées, nous portent à croire qu'il sera peut-être nécessaire d'avoir recours aux armes pour achever l'œuvre de notre indépendance.

A cet effet, on s'occupe de préparatifs que l'excellent état de nos affaires domestiques nous permet de faire. C'est à la nouvelle administration qu'est réservé l'usage le plus sage et le plus efficace des ressources que présente le pays. Quelques mesures seront, en conséquence, soumises le plutôt possible à votre considération, et vous apprendrez avec satisfaction que nous possédons les moyens de soutenir une guerre régulière avec plus d'énergie et moins de sacrifices que nous n'avons pu le faire jusqu'à présent.

Ce sera aussi une satisfaction pour vous de porter votre attention sur la politique franche et décisive adoptée par S. M. le roi de la Grande-Bretagne. L'analogie dans les principes et les sentimens manifestés par les cabinets de Londres et de Washington, convaincront l'Espagne qu'elle doit lutter seule contre les nations libres du Nouveau-Monde. Cette conviction apportera peut-être dans son conseil la sagesse et la modération qui sont d'une si haute importance pour son existence.

Un consul général a été nommé par S. M. B. pour résider dans notre ville; et il a été jugé convenable, en retour, de nommer un consul-général près la cour de Londres.

Il est fâcheux que la cour du Brésil ait refusé de se rendre à nos premières remontrances au sujet de la restitution de la province de Monte-Video. Nous avons fait assez pour prouver notre modération; c'est au gouverneur-général à agir pour la défendre.

Du reste, le message félicite les représentans sur la situation générale des affaires du pays, et sur cet esprit qui, en s'accroissant chaque année, tend de plus en plus à consolider le système représentatif.

L'Argus, dans son numéro du 9, donne les détails suivans au sujet de débarquement de l'expédition aux ordres du directeur Freyre, dans l'île de Chiloe. Ce débarquement s'est opéré le 29 mars. Après un engagement fort vif avec les Chilotes, les troupes patriotes ont réussi à s'emparer de deux forteresses importantes, dont l'une se nomme Chacao. Le colonel espagnol Garcia, s'étant avancé le 1er avril à la tête d'un corps de 1,000 hommes, attaqua les indépendans sous les murs de l'une de ces places; mais il fut repoussé avec une perte considérable, et se retira. Les troupes indépendantes occupèrent alors le port de Carelmayn, et marchèrent sur San-Carlos, capitale de l'île.

Il paraît que Quintanilla, gouverneur de Chiloe, n'ayant que peu de troupes sous ses ordres, et désespérant de pouvoir se maintenir dans l'île, s'est embarqué pour le Pérou avec tous ses trésors. La corvette chilienne le *Voltaire* s'est mise aussitôt à la poursuite de ce bâtiment: mais elle a été battue par une tempête et a coulé bas. Néanmoins son équipage a été sauvé par le brick le *Gavérina*.

TURQUIE.

Constantinople, le 27 juin. — Le 24, l'ambassadeur de France a obtenu du grand-visir son audience de réception; voici sur cette cérémonie quelques détails qui peuvent paraître intéressans:

Dès les onze heures du matin, toutes les personnes attachées à l'ambassade de France s'étaient réunies au palais de l'ambassadeur; une cinquantaine de chevaux avaient été préparés, tant pour S. Exc. que pour sa suite.

A midi on monta à cheval, et le cortège sortit précédé d'un *mihmandar*; les rues étaient encombrées d'une foule de curieux; deux cents janissaires, qui marchaient en tête, faisaient faire place; venaient ensuite les domestiques et les valets de chambre de l'ambassadeur, en grande livrée, conduits par un suisse, la hallebarde en main; ils étaient rangés, sur les trottoirs, un à un.

L'aumônier de l'ambassade venait après eux, à une petite distance; il était à cheval, et les séparait des *jeunes de langue*, qui commençaient la calvacade, et empêchaient que le peuple approchât de trop près les secrétaires et drogman qui les suivaient; tous étaient deux à deux. Enfin, venait l'ambassadeur, accompagné de ses aides-de-camp. C'est dans cet ordre que le cortège arriva jusqu'à Tophana. Là, tous ceux qui étaient à cheval descendirent, et le cortège s'embarqua. Arrivé de l'autre côté du détroit, il trouva des chevaux provenant des écuries de sa hauteesse. Ceux qui en avaient le droit remontèrent à cheval; le cortège se rétablit dans le premier ordre, et se rendit ainsi à la Porte.

Les dispositions étaient faites de manière que l'ambassadeur et le grand-visir entrèrent en même tems dans la salle du divan. Le silence le plus profond était observé de part et d'autre; le grand-visir s'assit sur le coin d'un sofa: à sa droite, se rangèrent, en restant debout, le *kiajabey*, le *buyok-defterdjy*, le *kutehu-defterdjy*, et les *jeunes de langue turcs*; à sa gauche le *reiss-effendi*.

L'ambassadeur s'assit sur un fauteuil disposé en face du sofa du grand-visir, et toute la légation resta debout derrière lui.

Après ce préliminaire, S. Exc. prononça en français un discours qui sur-le-champ fut traduit en langue turque par le premier drogman de l'ambassade.

Le grand-visir fit en langue turque une réponse qui, à son tour, fut traduite en français par le drogman de la Porte.

Cet échange de complimens étant terminé, on servit le café et les confitures d'usage à l'ambassadeur et au grand-visir. Bientôt après, on fit la distribution des pelisses. L'ambassadeur en reçut une que le grand-visir seul peut revêtir dans l'empire; elle était de *samour*. On en distribua neuf autres, en *samour* également, pour les principaux officiers de l'ambassade. A celles-ci succédèrent celles d'hermine et les *karakès*, dont furent revêtus les officiers de la marine, les *jeunes de langue*, et quelques employés à la suite de l'ambassade.

Cette distribution étant faite, l'ambassadeur et le grand-visir se retirèrent en même tems. Un cheval de toute beauté, magnifiquement enharnaché, et dont le grand-visir faisait présent à S. Exc., était préparé et lui fut amené. L'ambassadeur le monta, toutes les personnes de sa suite reprirent les chevaux qu'elles avaient montés auparavant, et le cortège revint dans le même ordre jusqu'au bord du détroit.

En cet endroit les chevaux des écuries de S. H. furent rendus à leurs conducteurs, et le cortège se rembarqua. Arrivé de l'autre côté du détroit, chacun reprit le cheval qu'il avait laissé, à l'exception de l'ambassadeur, qui garda celui qu'il avait reçu en présent, et le cortège le reconduisit jusqu'à son palais.

C'est ainsi que s'est passé cette audience dont le cérémonial n'a été troublé par aucun accident grave; car s'il est vrai, comme le bruit s'en est répandu, qu'un Turc ait été blessé par un coup de pied de cheval, il n'est pas avéré qu'il en soit mort; et cependant le concours des spectateurs était immense, leur curiosité incommode, et plusieurs chevaux étaient difficiles à conduire.

L'audience du grand-seigneur n'aura lieu que dans trois mois; en attendant, l'ambassadeur va se retirer à la campagne pour y soigner sa santé, qui a besoin de quelque repos.

ESPAGNE.

Madrid, le 22 juillet. — Lettre adressée par le ministre de la justice au président de la junte de purification de Grenade.

« J'ai rendu compte au roi, notre seigneur, de la consultation que la junte de purification de Grenade a adressée à S. M., le 23 du mois dernier, et dans laquelle elle exprimait le désir de savoir si les employés

Sacédon, le 15 juillet.

qui ont fait partie des milices volontaires, ou qui ont acheté des biens nationaux pouvaient être purifiés; S. M., adoptant ce dernier avis, a décidé que les uns et les autres seraient admis à la purification.»

— La gazette parle d'une conspiration qui aurait eu lieu au Pérou, dans le mois d'avril dernier, en faveur d'Iturbide; mais que les républicains seraient parvenus à étouffer.

Bayonne, le 27 juillet.

Les gardes-du-corps français, venant de Madrid, sont arrivés ce matin dans notre ville; il paraît qu'une dépêche, arrivée peu d'heures après leur entrée ici, leur ordonne de se mettre en route pour Paris après quatre jours de repos.

— Depuis cinq ou six jours, le passage des courriers de cabinet allant à Madrid ou venant de cette ville, est plus fréquent que jamais.

ANGLETERRE.

Londres, le 29 juillet. — Des lettres particulières de New-York annoncent qu'on y fait de grands préparatifs pour y recevoir M. de Lafayette. Une partie des troupes des États-Unis a reçu le titre de *gardes de Lafayette*.

— Le *Globe and Traveller* démontre la possibilité des nouvelles du Pérou données la veille. Le rédacteur assure avoir vu la lettre qui était écrite en espagnol et avait été reçue à Philadelphie. « Les nouvelles du 10 mai, dit-il, peuvent arriver à Guayaquil le 27. Il faut de là cinq à six jours jusqu'à Panama, deux jours pour traverser l'isthme et s'embarquer à Chagres; Il faut de dix-huit à vingt-deux jours pour aller de ce lieu à New-York, et vingt-quatre jours de Philadelphie à Liverpool. Des nouvelles sont souvent parvenues en moins de tems. On ne peut donc faire valoir contre l'authenticité de cette nouvelle un argument fondé sur la rapidité avec laquelle elle est parvenue. »

— Le *Courier* défend l'authenticité de la lettre de Guayaquil contenant la victoire de Bolivar et dont une copie a circulé à la bourse.

Le *Morning Herald*, comme d'autres papiers, la révoque en doute.

— Des lettres de Lisbonne, du 6, annoncent que les troupes portugaises et les royalistes, veulent s'opposer au débarquement des soldats anglais ou hanovriens. Quoiqu'il en soit, M. Silveira est arrivé à Londres avec des dépêches de son gouvernement; On dit qu'elles sont relatives à une nouvelle demande de troupes.

— Nous apprenons de bonne source que les différends qui s'étaient élevés entre l'Angleterre et la Russie, au sujet du droit que cette dernière prétendait avoir d'établir sa souveraineté dans la mer pacifique, sont sur le point d'être terminés par un traité dont les bases sont déjà tracées, et qui pourvoit aux intérêts commerciaux et aux droits de l'Angleterre.

— Il est arrivé des journaux de la Jamaïque jusqu'au 9 juin. Ils ne contiennent rien de remarquable. Un jeune homme de couleur a été condamné à deux mois de prison pour avoir crié dans la salle de spectacle, en s'adressant aux acteurs: « Jouez le bouleversement de la Jamaïque! »

— On pense que les dernières dépêches reçues de St.-Petersbourg étaient de la plus grande importance, car trois heures après l'arrivée du messager qui les a apportées, on a expédié un courrier pour Constantinople avec de nouvelles instructions pour notre ambassadeur. On assure que l'empereur de Russie a dernièrement exprimé le vif mécontentement que lui cause l'état actuel des affaires politiques en Grèce, et qu'il se propose pour protecteur de la population chrétienne dans les états de la Sublime-Porte. Puisque l'Angleterre ne veut pas profiter des occasions que lui offre un concours de circonstances pour accroître son renom et sa puissance en protégeant la cause de l'indépendance et de la civilisation, il est impossible de voir autrement qu'avec satisfaction la résolution qu'on attribue à l'empereur de Russie, de prêter sa puissante assistance à la cause des descendants des anciens Grecs dans leur lutte contre la plus affreuse tyrannie qui ait jamais souillé la terre. Les agens de ce pays ont, depuis quelque tems, déployé une grande activité en Grèce, et c'est à leurs efforts qu'on doit probablement attribuer les dissensions qui existent malheureusement entre les chefs de la nation grecque. Le gouvernement russe ne veut pas que la Grèce devienne indépendante, et il ne veut pas non plus qu'elle demeure sous le joug de la Turquie. On pense que l'envoi de M. Strangford-Canning à St.-Petersbourg est la conséquence de la nouvelle politique de S. M. I. russe, parce que sir Ch. Bagot ne revient en Angleterre que par congé, et ne s'est point démis de son ambassade. Les événemens les plus importans se préparent dans l'Orient. La Grèce va être séparée de l'empire ottoman, et l'Angleterre aura à décider s'il doit s'élever en Europe une nouvelle nation que toutes les convenances rendraient l'alliée sincère et solide de la Grande-Bretagne, ou si l'un des plus beaux pays du monde sera ajouté à l'empire déjà si puissant des czars.

FRANCE.

Paris, le 1er août. — La nouvelle de la mort de M. le comte de Serre, qui s'était répandue à Rome, est maintenant confirmée.

— On dit que M. Bellart doit être nommé président de l'une des sections de la cour de cassation, en remplacement de

M. Barris, et qu'il sera lui-même remplacé, comme procureur-général, par M. de Vatimesnil, secrétaire-général du ministère de la justice. On ajoute que M. de Broë, avocat-général, est destiné à remplacer M. Jacquinet-Pampelonne, qui serait nommé conseiller à la cour de cassation.

— M. Casimir Delavigne va répondre par de nouveaux succès à la congrégation littéraire qui l'a repoussé. On parle avec beaucoup d'éloge d'une *Messénienne* nouvelle sur la mort de lord Byron, qu'on assure être digne de celles qui commencent la brillante réputation de l'auteur de *l'École des Vicelards*. On pourra bientôt juger du mérite de cette nouvelle composition, qui sera publiée incessamment par le libraire Ladvoeat.

— BOURSE du 30 juillet. — 5 p. olo consol. ont fermé à 98 fr. 10. Act. de la banque 1845 fr.

INTÉRIEUR.

LIÈGE, LE 4 AOUT.

Les nominations de membres de l'ordre du Lion-Belgique, faites par S. M. ces jours derniers, s'élevaient dit-on à 35. Dans ce nombre sont encore compris, outre les personnes déjà citées, MM. la Coste et Borel, conseillers d'état; Robert Bruce, général major; P. L. Beckers, officier de santé de 1re. classe près le régiment de lanciers, et P. L. van Acker, chirurgien à Ipres.

— S. Ex. le ministre de l'intérieur est de retour à La Haye de sa tournée dans les provinces méridionales du royaume.

— Sur la présentation de l'ordre des avocats près la Cour supérieure de justice, M. le procureur-général a nommé le 2 de ce mois :

M. Lambinon père, batonnier de l'ordre, et membres du conseil de discipline :

MM. Vincent, Fallize, Geradon père, Combes, de la Grée, Dewandre, Bellefroid, Leclercq, Moreau, Raiken, Verdbois père, Lhoest, de Sauvage, Lesoinne.

— Notre correspondance particulière des frontières de l'Espagne porte ce qui suit :

Les affaires du Portugal sont toujours l'objet de conversations particulières, malgré les ordres et la surveillance de la police; on assure aujourd'hui qu'à la suite de nouveaux événemens, l'ambassadeur de France a demandé ses passeports d'un autre côté l'ambassadeur anglais à Madrid, fait ses préparatifs de départ.

Parmi les bruits qui courent, je vous rapporte les uns qui ils serviront à vous faire connaître l'agitation des esprits à prouver que les mots d'*union*, de *concorde*, de *conformité de vues et de sentimens* sont pour bien long-tems des vides de sens en Espagne. A qui faut-il en attribuer la cause?

On dit que Mina est à la tête de plusieurs milliers d'Espagnols constitutionnels à Oporto. — On dit que la liberté de la presse et des cultes dans toute son extension, a été accordée aux Portugais; que la Corogne et Carthagène se sont levées et ont proclamé la constitution; que deux régimens espagnols presque entièrement composés d'anciens soldats de l'armée de Ballesteros marchent contre les Asturies aux cris de *vive la constitution!* Que des placards séditieux ont été affichés ces jours derniers dans différens quartiers de la capitale jusque dans les casernes de la garde royale, et que la police seule osé les arracher, que par suite de tous ces événemens le conseil royal vient d'envoyer un courrier extraordinaire à S. M. en l'invitant à se rendre sur-le-champ à Madrid, où sa présence est absolument nécessaire. D'autres personnes assurent que le général l'Empecinado est à la tête d'un fort parti de constitutionnels, et que la composition de la nouvelle armée, formée presque toute entière des anciens soldats du gouvernement constitutionnel, doit donner les plus grandes espérances aux partisans de ce système.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, nous ne garantissons nullement la véracité de ces *on dit*, mais nous affirmons qu'ils sont *publics* et qu'ils maintiennent les esprits dans une agitation qui, tôt ou tard, aura des suites funestes.

— Les journaux anglais contiennent la lettre suivante écrite par un Anglais et datée de Madrid :

L'Espagne entière n'est actuellement qu'une vaste prison; on voit que le tiers de la population se trouve enfermée dans les cachots, ou que le tiers se voit obligé de se cacher pour ses opinions. A Madrid, cinq grandes prisons sont tellement encombrées, que lorsqu'il arrive de nouvelles arrestations, les geoliers sont forcés de répondre qu'il n'y a plus de place, avant qu'une extradition de détenus pour être envoyés aux îles ne soit effectuée. Alors les derniers qui ont été arrêtés sont enfermés dans des casernes. On parle beaucoup de gens qui sont mis en jugement, mais personne n'est acquitté. Des exécutions publiques n'ont pas lieu pendant il n'y a pas de doute qu'une quantité d'individus ne meurent de faim, non pas précisément qu'on les fasse mourir ainsi avec intention, mais ils sont mis dans des cachots où on les oublie, surtout des prisonniers qui viennent de la campagne, et qui n'ont pas le moyen de se nourrir.

On dirige ici une double intrigue à l'égard de l'Amérique méridionale. D'abord il s'agit d'empêcher les Américains de secouer le joug espagnol et dans le cas où cela ne réussirait pas, il s'agit d'établir quelque bon dans le Nouveau-Monde; je pourrais ajouter un troisième sujet d'intrigue, c'est de priver l'Angleterre des avantages du commerce avec les nouveaux états: on ne cesse d'entretenir le roi Ferdinand de l'espoir de regagner ses colonies, on l'encourage à préparer ses expéditions, le ministre français, M. de Talaru, va jusqu'à assurer le roi et le parti espagnol qui soutient les intérêts de la France, que les ministres Britanniques

sont parfaitement d'accord à cet égard avec le cabinet de France, que la mission des commissaires anglais et des consuls au Mexique, etc., n'a d'autre but que de faire taire les manufacturiers et marchands anglais; que d'ailleurs l'Angleterre ne désire pas voir s'établir la démocratie dans l'Amérique méridionale. Voilà ce qu'on voudrait faire croire aux Espagnols, et la France se plait à les regarder comme dupes de toutes ces machinations! La junte apostolique fait trembler le roi ainsi que ses ministres. Chaque ordonnance royale, qui n'est pas agréable à cette junte, est accompagnée d'une autre, qui ordonne de ne pas exécuter la première.

Il n'y a rien, du reste, hors des portes de Madrid, qui ressemble à un gouvernement; tout n'est qu'un chaos effrayant; le plus insignifiant alcalde de village débotté aux ordres du roi; tout le revenu de l'état se consume en pillage de la part de ceux qui en sont les dépositaires; les ministres s'arrangent de manière à donner au roi l'argent dont il a besoin personnellement; du reste personne n'est payé, hors les gardes-du-corps à Madrid, qui sont payés en rations. Les simples soldats se sont achetés des alpargatas, sandales de chanvre; mais les officiers sont si honteux de se voir la risée de la basse classe, qu'ils préfèrent ne plus se montrer. La solde de ces derniers est de trois mois en arrière.

En Province, les soldats de l'armée de la foi, qu'on appelle aujourd'hui realistas, sont devenus des maîtres absolus; ils sont la terreur des habitants. Le gouvernement a cessé de leur donner des ordres, puisqu'il n'obéissent qu'à ceux que leur envoie la junte apostolique. Les Français ont voulu dissoudre ces bandes de janissaires, mais le clergé les a soutenus; ils sont restés. Le conseil de Castille lui-même, voyant la tournure des affaires, s'est joint au parti fanatique contre le roi et les ministres. Tous ceux qui désirent avoir des places maintenant ont les yeux fixés sur Charles V, qui serait déjà sur le trône d'Espagne, depuis des mois sans la catastrophe qu'a éprouvée le complot de Lisbonne, lequel n'a manqué que parce que le peuple n'a pas voulu se livrer au massacre, quoiqu'on fit cependant bien des efforts pour l'amener à ce point. S'il avait réussi des milliers d'Espagnols eussent péri, le jour où l'on déterra les os du père Vinuesa, que l'on porta en procession dans les rues et jusqu'au palais; on suppose que cette cérémonie était destinée à être le signal à la canaille de commencer un massacre général de tous les prisonniers qui étaient renfermés pour opinions politiques, ainsi que, tous les constitutionnels en général. Pour donner un champ libre à tant d'horreurs, on avait fixé ce jour pour le départ du roi qui devait se rendre à Aranjuez. Il ne restait à Madrid qu'un seul régiment, retenu à ce que j'ai entendu dire, à la demande urgente de l'ambassadeur de France. Si ce complot d'un massacre général a manqué, ce n'est que l'apathie de la basse classe découragée par tout ce qu'elle voit, qui en est la cause; le peuple regarda toutes ces machinations avec la plus grande indifférence. Voyant que l'explosion avait manqué, les ultras de Paris, pour éviter d'y être inculpés, sacrifièrent M. de Bourmont et lui ôtèrent le commandement. La plus forte preuve de l'existence du complot est le grand nombre de passeports délivrés à des individus qui voulurent quitter Madrid. Un mois avant cette époque, on en donna jusqu'à 7,000 à des gens qui avaient des amis dans la junte apostolique, dont ils avaient reçu des avis sur le massacre qu'on se proposait de faire dans la capitale.

— On mande des côtes de la Méditerranée, 15 juillet :

Suivant des nouvelles qu'on a reçues par des navires du Levant, la plus grande activité règne parmi les grecs de l'Archipel. Non-seulement ils s'occupent à mettre dans le meilleur état de défense les îles menacées par le capitain-pacha; mais ils préparent leur marine à prendre sérieusement l'offensive. Tous leurs bâtimens de guerre disponibles sont équipés, et ils forment plusieurs divisions qui, en cas de besoin, peuvent se réunir au premier signal. On sait que, depuis le retour du grand-amiral turc à Mitylène, il s'occupe d'un projet d'attaque contre une des îles grecques. Les turcs publient partout que leur projet est de s'emparer d'Ipsara. Mais on croit que ce n'est qu'une ruse de guerre de leur part, et que c'est réellement Hydra qu'ils ont en vue d'enlever, pour passer ensuite de cette île en Morée, et inonder le Péloponèse. Ils doivent surtout employer à cette expédition les troupes fraîches d'Asie qui ont servi dans l'armée qu'on avait envoyée en Perse, et qui se trouvent maintenant sur la côte de l'Asie mineure, pour passer de là en Europe. Quoi qu'il en soit, il est certain que les préparatifs de défense n'ont été négligés ni à Hydra, ni à Ipsara, et que tous les points où l'on pourrait faire une descente sont hérissés de batteries formidables.

L'enthousiasme anime tous les habitans des îles, d'autant plus qu'on est convaincu que cette expédition sera décisive dans tous les cas.

— M. James Hamilton, qui a résidé plus de six ans en Colombie, où il avait été envoyé avec des fournitures, qui a parcouru ce pays dans toutes les directions, et a communiqué, dans la plus grande intimité, avec les chefs du gouvernement, et qui a ainsi eu des occasions plus favorables que tout autre étranger, de prendre une parfaite connaissance de l'état de ces contrées, vient d'adresser à M. Planta, sous-secrétaire d'état au département des affaires étrangères à Londres, un rapport sur la république de Colombie.

Il dit d'abord que le ressentiment des Colombiens contre leurs anciens oppresseurs durera toujours, et que même au milieu des plus grandes privations, personne n'a songé à se soumettre à l'Espagne. Tous les partis sont maintenant réunis, et le gouvernement s'est consolidé; depuis le congrès de 1819, aucune vacillation n'a eu lieu dans sa marche. Les notions absurdes des suffrages universels et d'une parfaite égalité de droits politiques, qui ont produit tant de confusion en Europe, sont inconnues en Colombie. Le vœu unique et général, c'est l'indépendance avec la portion de liberté raisonnable et pratique que les circonstances permettent. Les sciences y font des progrès rapides; dans plusieurs villes, on a établi des collèges et des séminaires, et un nombre de journaux se publient, qui font honneur à la liberté de la presse dont ils jouissent. Les effets de l'éducation espagnole disparaissent, et parmi le clergé il y en a beaucoup qui se distinguent par leurs lumières et leurs sentimens libéraux.

Les facilités qu'offrent les localités de Colombie sont immenses; des rivières navigables sans nombre entrecourent le pays en tous sens, et procurent des moyens aisés et à bon compte de transport d'un point à l'autre; sur toutes les principales rivières, on a établi des bateaux à vapeur, qui ne peuvent manquer de donner de l'élan à l'agriculture et au commerce. La Colombie possède peut-être les mines les plus riches de cette partie du monde. La fertilité du sol est incroyable et on voit souvent, dans une petite étendue, des champs de blés et des plantations de cannes à sucre, de cacao, de café ou d'indigo.

Avant le dernier emprunt, toute la dette étrangère de la république ne s'élevait qu'à 13 millions de dollars, y compris les opérations financières de M. Zéa; avec le nouvel emprunt, le gouvernement sera à même de consolider l'ancienne dette, de laisser en Angleterre une somme suffisante pour payer les intérêts pendant quelques années, et de créer avec le reste, plusieurs sources de richesses nationales.

Le monopole du tabac, auquel le peuple est accoutumé, produit au moins 10 millions de dollars par an. Les revenus sur les droits d'entrée et de sortie augmentent avec rapidité, et iront toujours en croissant à fur et à mesure de la prospérité du commerce.

Le repos et les mesures déjà prises et à prendre feront non-seulement disparaître les terribles effets de la guerre, mais rendront la Colombie un des pays les plus heureux du monde.

Les dispositions favorables pour la Grande-Bretagne y sont telles qu'on puisse le désirer, et on y est convaincu que, sous sa protection, la Colombie n'a rien à craindre; il paraît même, dit Mamilton, que pour les Colombiens il n'existe en Europe que deux nations, car tout étranger qui n'est pas Espagnol est appelé *Ingles*, anglais.

Ce rapport se termine par les paragraphes suivans :

« Il existe déjà entre la Grande-Bretagne et la Colombie le germe des liens politiques les plus étroits qui puissent réunir différens états, sans possibilité de rivalité, parce qu'ils sont fondés sur la base solide d'une réciprocité d'intérêts. La Colombie ne peut pas, de fort long-tems, devenir un pays manufacturier, et il n'est point de son intérêt de le devenir, aussi long-tems qu'il y aura des millions d'arpens de terres fertiles capables de produire en abondance toutes les matières de première nécessité. Et où peuvent ces produits trouver un débouché si non dans les îles britanniques? et qui peut fournir à ses besoins si ce n'est l'industrie anglaise? (Il pourra bien se faire que les Pays-Bas et d'autres états offrent un jour aussi leur petite part de fourniture.) Il est impossible que jamais l'Espagne puisse reconquérir la Colombie; toute la puissance de l'Angleterre, quelque colossale qu'elle soit, ne pourrait l'effectuer; il y a des difficultés physiques que la force humaine ne saurait surmonter. »

— Nous avons parlé du pont sous la Tamise. L'ingénieur Brunel a soumis ses plans au duc de Wellington, qui les a examinés conjointement avec des officiers-ingénieurs très-estimés. Le noble lord, ayant trouvé ses plans parfaitement conçus et exécutoires, s'est mis au nombre des souscripteurs de cette entreprise extraordinaire; un grand nombre de personnes ont suivi son exemple, et la somme nécessaire pour la construction du pont sous la Tamise est maintenant complétée.

— Les présidents et membres de la commission médicale de la Flandre orientale viennent d'adresser au *Journal de Gand* une lettre par laquelle elle recommande la cautérisation comme le seul remède que la raison approuve, et dont l'expérience de tous les siècles atteste l'efficacité contre la morsure d'un animal enragé; et comme il importe que cette cautérisation soit faite le plus promptement possible, la commission dit que cette opération peut avoir lieu dans l'atelier du premier maréchal venu, et les suites en être confiées à un médecin ou chirurgien instruit, qui pourrait mettre ensuite en usage les moyens préconisés récemment par les journaux.

La commission insiste sur la prompte insertion de cette lettre, attendu que des chiens enragés se sont montrés dans quelques communes de la province et que des personnes sont mortes par suite d'hydrophobie.

— Le 17 juillet, la rage s'est manifesté sur un cheval qui avait été mordu quatre semaines auparavant par le même chien enragé qui avait mordu plusieurs personnes à Wipterthur et Frauenfeld. La rage a éclaté à un si haut degré, qu'on n'osait s'approcher de cet animal, et qu'il n'a pu être lié que par la ruse et avec beaucoup de danger. Le conseil de santé fera connaître avec beaucoup de détails cet événement extraordinaire.

— M. Rossini et madame Pasta sont de retour à Paris. Il n'est pas vrai que le premier ait donné un dîner d'adieu interrompu par l'arrivée d'un huissier; son départ était fixé dix jours à l'avance.

— On parle d'un phénomène météorologique observé à Calsarsa, dans la province de Frioul, et qu'on ne saurait trop faire connaître. Le 14 juillet, il éclata subitement dans le territoire de cette commune un orage, accompagné d'une si grande quantité de grêle, qu'en moins de quelques minutes toute la récolte fut ravagée et perdue sans ressource, dans le rayon de près d'une lieue. Cependant au centre même du théâtre de la tempête, les propriétés de M. Perotte furent préservées, et la grêle allait s'y résoudre en simple flocons de neige, sans danger pour la récolte. On ne saurait attribuer cette particularité remarquable, qu'à l'emploi du paragrêle, que M. Perotte a fait établir autour de ses propriétés.

En faisant connaître le résultat des élections de notre province à la seconde chambre des états généraux, nous nous sommes livrés à quelques réflexions sur l'indifférence avec laquelle cette opération, si importante dans les gouvernements constitutionnels, est envisagée en Belgique.

Assurément nous sommes loin de désirer que le renouvellement de la législature ramène, chaque année, ici comme chez nos voisins, les agitations convulsives des partis, et moins encore les manœuvres d'un ministère, qui n'a pas rougi d'ériger publiquement en devoir une dégradante abnégation, et de placer une foule de citoyens entre le deshonneur et la misère. Nous n'envions pas non plus les excès de tout genre qui accompagnent les élections britanniques. Mais entre ces excès et une léthargique insouciance, il est un terme moyen auquel on ne peut renoncer sans avouer l'absence de tout esprit public. En politique, comme en médecine, la fièvre est moins redoutable encore que l'atonie.

Nous concevons bien qu'en France comme en Angleterre, l'intérêt qui s'attache aux opérations électorales, aux discussions législatives et aux travaux du cabinet, tient à plusieurs causes qui, heureusement, nous sont étrangères. En France, chaque session remet, pour ainsi dire, en question l'existence du gouvernement constitutionnel; et les mutations successives du pacte fondamental, en multipliant les alarmes publiques, en justifiant l'énergie du langage que l'opposition fait entendre à la tribune et dans les journaux, prêtent aux intérêts politiques une importance qui triomphe de toutes les distractions des intérêts matériels.

Bien qu'il n'en soit pas en Angleterre comme en France, où l'opposition c'est la nation moins un parti, une grande pensée anti-ministérielle s'y développe, chaque jour, davantage, c'est le vœu d'une réforme parlementaire, dont tous les bons esprits proclament l'urgente nécessité. Partout où le vote électoral n'est point acheté, il est puissamment influencé par le sentiment de ce besoin, qui suffirait, à lui seul, pour vivifier l'exercice du plus important des droits politiques.

D'autres questions d'un haut intérêt, telles que l'émancipation des catholiques, la reconnaissance de l'indépendance des provinces de l'Amérique Méridionale, la lutte des Grecs contre les Turcs, ajoutent singulièrement à l'importance que la nation attache aux discussions politiques et suffiraient pour créer rapidement chez elle un esprit public, si, depuis longtemps, l'Angleterre ne s'était placée, sous ce rapport, à la tête des peuples les plus éclairés.

La différence qui existe entre l'état, si peu avancé, de notre esprit national et le mouvement, l'exaltation qui, chez nos voisins, président à la discussion des intérêts publics et à l'exercice des droits constitutionnels, tient-elle uniquement à l'absence des causes que nous venons de signaler? Est-elle due à ce que le royaume des Pays-Bas touche encore à sa naissance politique, tandis qu'ailleurs les traditions historiques, les souvenirs nationaux exercent leur influence naturelle? S'il en était ainsi, il serait inutile de la faire remarquer. Il faudrait nous féliciter au contraire d'être étrangers à des agitations qui, en offrant l'intérêt du drame, en ramènent les vicissitudes; il faudrait attendre de l'influence infaillible du tems, la création du plus puissant des ressorts qui meuvent le corps politique.

Mais nous pensons qu'il en est autrement et que plusieurs autres causes concourent à retarder les développemens de notre esprit public et empêchent les intérêts moraux de prendre sur les intérêts matériels une prééminence, aussi nécessaire à la prospérité qu'à la dignité de la nation et du gouvernement.

Parmi ces causes nous avons déjà signalé notre système électoral, qui ne nous paraît point en harmonie avec l'esprit général de notre constitution. Il ne réunit point, selon nous, les moyens propres à amener l'expression du vœu national. L'élection directe, sagement réglée, est une de ces conditions qui tiennent à l'essence même du gouvernement représentatif. Peut-être les choix populaires différaient-ils peu de ceux qui ont été originellement faits par le pouvoir exécutif, ensuite par les états provinciaux. Nous le déclarons franchement, si nous jugions la loi par les résultats obtenus jusqu'à présent, nous serions très peu disposés à en faire la critique. Mais c'est moins encore par la jouissance de ses avantages éventuels que par l'exercice de ses droits qu'une nation s'attache à son gouvernement; et le bien auquel sa participation n'est pas étrangère est de tous celui auquel elle est le plus sensible. La maxime *tout pour le peuple et rien par lui*, quand elle ne serait point un sophisme hypocrite, quand elle ne serait que l'erreur d'un cœur droit, repugne souverainement à l'esprit du gouvernement constitutionnel. Nous cessons bientôt de prendre intérêt à ce qu'on fait toujours pour nous, alors même qu'on le ferait mieux que nous.

Ces réflexions s'appliquent de tout point à l'absence du jury, dont la sagesse et l'humanité de nos magistrats diminuent, il est vrai, les inconvéniens. Après l'exercice de l'important droit d'élire, il n'en est point de plus propre à détruire un fu-

reste égoïsme, une dangereuse indifférence pour la chose publique, en un mot à créer un esprit national que le droit de juger convenablement organisé. On sait quels sont, sous ce rapport, les effets salutaires de cette institution en Angleterre et aux Etats-Unis, où le jury intervient même dans les jugemens civils.

Nous avons déjà fait remarquer précédemment combien le mode de délibération du corps législatif, en excluant la voie des amendemens, nuit à l'utilité et à l'intérêt des débats parlementaires. Peut-être ne nuit-il pas moins à la dignité du pouvoir proposant: un projet peut être bon en général et rejeté par cela seul qu'il renferme une seule disposition vicieuse que la voie de l'amendement eut aisément fait disparaître. Il est un inconvénient possible et plus fâcheux encore: la crainte d'entraver la marche de l'administration, quelque fois peut être une sorte de lassitude, le désir, assez excusable, après une session longue et fatigante, de ne pas voir renaître une nouvelle délibération sur le même sujet, peuvent exercer leur influence sur le vote du législateur.

Mais c'est surtout, nous semble-t-il, la prolongation du provisoire dans lequel restent nos institutions secondaires qui contribue à distraire l'attention publique des intérêts nationaux. Il est dans la nature de l'homme de ne s'attacher qu'aux choses dont la possession lui paraît acquise. Il est des sentimens politiques comme des affections privées, ils ne peuvent naître là où l'idée de fixité, de perpétuité manque essentiellement. L'influence de cet état de choses réagit bien au delà de ce qu'on pense.

L'excessive mutabilité de nos lois financières, dont la discussion absorbe chaque année la plus importante partie des sessions parlementaires, et dont aucune, en les supposant irréprochables, n'a eu jusqu'à présent la durée nécessaire pour s'adapter à nos habitudes, pour pénétrer dans nos moeurs. Les modifications fréquentes du pouvoir administratif et municipal qui ont produit ces métamorphoses, au peu près des *sous-intendans en commissaires de district*, des *Maires et mayeurs* et en *Bourgmestres*, des *Bourgmestres en échevins* etc. La nouvelle organisation de l'instruction moyenne et primaire, les volumineux réglemens dont elle a été suivie, sont autant de circonstances dont les avantages sont loin de compenser l'influence qu'elles exercent sous les rapports dont nous venons de nous occuper.

Tel est l'aperçu des principales causes qui nous semblent retarder le développement de l'esprit public dans le royaume des Pays-Bas. Il en est plusieurs sur lesquelles nous reviendrons et qui nous fourniront l'occasion de démontrer qu'il y a tout-à-la-fois, dans nos travaux législatifs et ministériels, *luxue et indigence*. Nous mettrons dans cet examen, comme dans ces observations, la franchise et l'impartialité avec lesquelles nous avons reconnu précédemment la loyauté qui préside à l'exercice du pouvoir, sa marche franchement constitutionnelle et sa sollicitude, aussi généreuse qu'éclairée, pour l'instruction supérieure. Mais par la seule inspiration de notre conscience, nous détestons tout esprit de parti; et si nous sommes peu disposés à devenir les apologistes obligés du gouvernement, nous répudions d'avance le langage d'une opposition qui serait hostile pas système. *Lebeau*

CHARADE.

Dans mon premier, lecteur, tout invite au plaisir.
Souvent pour mon second que tu veux obtenir,
En calculs ruineux ton esprit est fertile.
Un port, un magasin à mon tout est utile.
Le mot du dernier logogriphe est zéro.

VILLE DE LIEGE.

Les bourgmestre et échevins informent les contribuables, que les dixièmes rôles supplémentaires pour la contribution personnelle, exercice des arrossemens du nord et ouest, sont rendus exécutoires et remis aux percepteurs pour en opérer le recouvrement.

A l'Hôtel-de-Ville, le 3 août 1824.

Le bourgmestre, Chev. DE MELOTTE d'Envo...

ÉTAT CIVIL DE LIÈGE. — Du 2 août.

Naissances : 5 garçons, 4 filles.

Décès : 1 fille, 1 femme; savoir :

Jeanne Pirard, âgée de 85 ans, religieuse hospitalière, rue pont Saint-Nicolas, n. 375.

AVIS AUX AMATEURS DE CHEVAUX.

M. HILGERS est arrivé avec un transport de beaux chevaux de selle, de cabriolet et de voiture; race de Meklenbourg. Il loge à l'hôtel de la Pomelette, rue Souverain-Pont.

Le prix de l'abonnement est de 10 francs par trimestre pour Liège, et de 11-50 franco, pour les autres villes du Royaume.

Les bureaux du journal sont rue Souverain-Pont, n. 30.

et chez les dames Mahoux et De Sartorius, maison joignant

On s'abonne à Bruxelles chez Berthot, libraire, Marché au Bois, et chez tous les directeurs des postes.

Les annonces sont insérées à deux sous par ligne.